

Histoire.**Sujet 1**

La République de Djiboutide 1977 à 1990 : défis politiques et économiques

BAREME : (10 points)

Introduction (3 points)

Développement (5 points)

Conclusion (2)

NB : La qualité de l'expression et la présentation de la copie doivent être valorisées

Introduction

Dès l'accession à l'indépendance 1977, le nouvel État doit faire face à plusieurs défis : redéfinir ses relations avec l'ancienne puissance coloniale, construire une nation et créer les conditions d'une unité nationale dans un pays multiethnique, bâtir des institutions viables et engager les chantiers du développement économique.

Vers la fin des années 1980, des difficultés économiques génèrent des contestations socio- politiques qui mettent à mal la cohésion nationale.

Quels sont les défis politiques et économiques de la jeune nation au lendemain de l'indépendance ?

Développement : Plan détaillé

Voici quelques indications des éléments de réponses

I. Défis politiques

Création de nouvelles institutions : Une assemblée nationale, élaboration puis adoption de deux lois constitutionnelles,

L'instauration d'un parti unique : le RPP, (le rassemblement populaire pour le progrès) fut fondé le 4 mars 1979 et devient le seul parti autorisé

Les accords bilatéraux avec la France structurent les nouvelles relations économiques, politiques et culturelles. Les accords de défense ont pour objectif d'assurer l'intégrité du territoire djiboutien face aux potentielles menaces extérieures.

Djibouti, entre les ambitions pan-somalistes de Mogadisho et le régime marxiste de l'Éthiopie, se bat pour la consolidation de son indépendance nouvellement obtenue

le conflit entre les deux états voisins au lendemain de l'indépendance de Djibouti démontre les risques à la fois politiques et économiques que peut encourir la jeune nation.

II. Défis économiques

- » Djibouti a hérité de l'ancienne puissance coloniale une économie basée essentiellement sur les services (port, chemin de fer, aéroport etc...). L'agriculture est presque inexistante et l'industrie est limitée.
- » Le conflit de l'Ogaden entre la Somalie et l'Éthiopie a des répercussions directes sur les activités portuaires et ferroviaires
- » le gouvernement lance des projets agricoles (PK 20) et industriels pour réduire la dépendance du pays vis à vis de l'extérieur
- » Dans les années 80, l'État investit dans une usine d'eau minérale à Tadjourah, une laiterie à Djibouti, une minoterie ...
- » Le pays s'équipe en infrastructure routière et hôtelière (route de l'unité qui relie Tadjourah/Djibouti ; hôtel Sheraton)
- » L'augmentation du coût de l'énergie à la suite du choc pétrolier de 1979 accentue la détérioration de l'économie ; le chômage s'accroît et les services publics se dégradent
- » Dans les années 80, la crise économique s'intensifie et un plan de redressement devient indispensable.

CONCLUSION

Fraîchement indépendante, la République de Djibouti se dote des insignes de la souveraineté.

Au niveau politique, le jeune État maintient ses relations avec la France, ex-métropole avec la signature des accords dans les domaines militaires, financiers et culturels.

Au niveau institutionnel, les lois constitutionnelles n°1 et 2 instituent un pouvoir exécutif fort et une Assemblée nationale. La création d'un parti unique (le RPP) en 1979, doit être le ferment de l'unité politique de la nation à construire.

Malgré l'aide extérieure de la France et de certains pays de la ligue arabe, la situation économique se dégrade à la fin des années 1980. Le conflit somalo-éthiopien (1977-1978), le choc pétrolier de 1979 et la baisse du dollar en 1984 accentuent le ralentissement économique et la hausse du chômage. Ce contexte constitue une source d'inquiétude et pose la question de la stabilité et la paix dans le pays dans la décennie qui s'annonce.

Sujet 2.

Corrigé sujet 2 : La vie politique française de 1958 à nos jours

BAREME : (10 points)

Introduction (3 points)

Développement (5 points)

Conclusion (2)

NB : La qualité de l'expression et de la présentation de la copie doivent être valorisées

Introduction

Depuis 1958, les institutions de la Vème République se sont enracinées. Cette durée contraste avec la brièveté de l'IVème République. La Constitution a survécu au départ du général De Gaulle et s'est adaptée aux évolutions de la vie politique et de la société française, non sans traverser de multiples crises. Comment la constitution de 1958 a-t-elle mis fin à l'instabilité gouvernementale antérieure et comment a-t-elle résisté à l'évolution politique de la France pendant un demi-siècle ?

On étudiera successivement la mise en place des institutions, leur évolution dans les années 1960, leur consolidation à l'épreuve des alternances et des périodes de « cohabitation ».

La mise en place des institutions

A. Le contexte historique

Le retour au pouvoir du général de Gaulle (crise de mai 1958)

Les circonstances dans lesquelles naissent les nouvelles institutions (guerre d'Algérie, fin de la décolonisation)

B. La constitution de 1958

La rédaction de la constitution de 1958.

L'appui massif des français au référendum de 1958.

La mise en place rapide des institutions.

C. Le régime à l'épreuve de la guerre d'Algérie

Le putsch des généraux (avril 1961)

De la guerre à la paix ; la fin de la guerre

Transition : Le pouvoir exécutif est apparu solide face aux crises de la guerre d'Algérie. Mais les institutions ne prennent leur véritable forme qu'au cours de l'année 1962.

Des institutions enracinées (1962-1969)

A. La bataille politique de l'autonomie 1962

- L'élection du président de la république au suffrage universel approuvée par le référendum de 1962.

D'une certaine façon, c'est une refondation de la Vème république : désormais, le chef de l'État sera élu au suffrage universel.

B- L'enracinement (1962-1969)

La première élection présidentielle au suffrage universel de la Vème République (décembre 1965).

La crise surmontée de mai 1968

C- Le régime survit au départ de son fondateur (1969)

Le référendum raté du 27 avril 1969

Le départ du général De Gaulle

De Gaulle remplacé par un gaulliste, Pompidou

III. Des institutions consolidées (de 1969 à nos jours) ?

A. L'alternance

-Les institutions, jusqu'en 1969, n'ont jamais été confrontées à l'alternance politique, ni au cas d'une majorité parlementaire opposée au président.

-Déjà, en 1974, un glissement s'opère au sein de la majorité : avec l'élection de Giscard d'Estaing, la présidence de la République échappe aux gaullistes.

En 1981, vingt-trois ans après la fondation du régime, survient une alternance politique, avec la victoire de Mitterrand.

B. La cohabitation

-Reste le cas de figure inédit d'un président confronté à une majorité parlementaire hostile. C'est chose faite en 1986 puis en 1993 avec un président de gauche, Mitterrand ; et une Assemblée de droite.

-C'est à nouveau le cas en 1997 avec un président de droite, Chirac, et une Assemblée de gauche. Ces situations nouvelles ne débouchent pas sur une crise politique aiguë.

- Mais le contexte économique et social a changé. Les institutions fonctionnent désormais dans un contexte de crise économique.

C. Les institutions à l'épreuve de la crise

Les conséquences politiques de la crise économique :

-montée des votes protestataires ;

-diminution des voix se portant sur les partis de gouvernement ;

-baisse rapide de la popularité des gouvernements qui se succèdent ;

-difficulté d'agir dans la durée. Si les institutions tiennent bon, les alternances se succèdent rapidement : huit changements d'équipes gouvernementales en une douzaine d'années, de 1986 à 2017.

Ces alternances successives gênent la mise en place de politiques économiques de lutte contre le chômage, qui doivent pouvoir compter sur la durée avant de démontrer leur efficacité éventuelle.

Conclusion

Les institutions de la Vème république se traduisent par une présidentialisation du régime au détriment progressivement du rôle du Premier ministre, du gouvernement et du Parlement. La désaffection récente des Français pour la politique et la crise actuelle de la représentation politique ont conduit à d'importantes réformes constitutionnelles. Va-t-on vers un régime présidentiel et une VIème République ?

Corrigé, sujet 1 géographie

Barème au moment de l'harmonisation de la correction

Quels sont les facteurs qui ont favorisé le décollage économique turc ?

Ouverture vers le monde et fin de l'économie interventionniste de Moustafa Kemal
Libéralisation accrue de l'économie

Quels sont les éléments qui montrent que la Turquie est une puissance émergente ? (documents 1, 3)

On y voit dans le document 1, les attributs d'une capitale d'un pays moderne : un centre d'affaire (CBD) avec des buildings modernes, centre financier et sièges des grands groupes turcs et internationaux, des infrastructures de transports de qualité, notamment une gare routière (à droite de l'image) et des axes de circulations automobiles à plusieurs voies. La Turquie enregistre depuis une décennie une croissance économique de plus de 4 % (9% en 2010, 8,5 % en 2011) alors que les grandes puissances économiques de l'union européenne (Allemagne, Royaume-Uni et France) ont du mal à atteindre les 2 % de croissance. 17^e puissance économique mondiale (2014), 15^e actuellement, une dette publique faible (33 %), une position géostratégique (un pont entre l'Europe et le Moyen Orient) et une population de 75 millions d'habitants font de la Turquie une puissance émergente aux potentialités importantes.

3- D'après le document 2, quelles sont les ambitions citées par l'auteur ?

La Turquie a au niveau économique l'ambition de figurer parmi les dix premières puissances mondiales en moins d'une décennie. Ses objectifs sont à la hauteur de ses ambitions : atteindre un PIB de 2000 milliards de dollars, le lancement d'une politique de grands travaux telle que l'extension de son réseau de chemin de fer, la construction de centrales nucléaires, la construction du plus grand aéroport du monde ou encore le percement d'un tunnel sous le Bosphore. La Turquie espère aussi se positionner comme une puissance régionale et un acteur clé tant au niveau politique qu'économique sur le continent africain et dans le monde arabo-musulman.

4 - Montrez les limites de cette puissance émergente ? (Documents 2 et 3)

Certaines limites peuvent freiner l'expansion économique de la Turquie. C'est le cas du déficit chronique de la balance commerciale ou encore le taux d'épargne de la population turque qui est très insuffisante pour financer l'économie ce qui entraîne la dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers. Les investissements directs à l'étranger sont encore insuffisants même si ça a tendance à changer ces dernières années notamment au Moyen-Orient, en Europe et en Afrique. Le taux de chômage (11 %) traduit aussi les difficultés économiques du pays où la croissance est en baisse ces deux dernières années. Enfin, bien que 17^e puissance économique mondiale (2015), la Turquie est au 92^e rang mondial en ce qui concerne l'IDH traduisant les lacunes en ce qui concerne l'investissement dans l'éducation, la recherche et la lutte contre les inégalités. Les disparités entre les catégories sociales, les sexes et les régions sont également à corriger (doc2).

5- Vers quels nouveaux partenaires la Turquie se tourne-t-elle aujourd'hui ? Pourquoi ? (Document 2)

La Turquie réoriente sa politique vers le Moyen-Orient, l'espace turcophone de l'Asie centrale ou encore l'Afrique. Ce qui est vue par les occidentaux comme un nouvel ottomanisme. L'émergence économique permet à la Turquie d'adopter une politique internationale plus ambitieuse. Ses relations avec ses alliés occidentaux notamment les États-Unis et l'Union européenne ne sont plus les mêmes. Si par le passé la Turquie était prête à tous les efforts pour adhérer à l'UE, aujourd'hui, elle n'est plus une priorité à cause du report persistant de son intégration à cet espace. La Turquie puissance régionale à part entière est désireuse de se positionner comme un acteur politique sur la scène internationale. Ainsi, le Parlement Turc a refusé l'utilisation des bases militaires de l'armée turque à l'armée américaine pour attaquer l'Irak en 2003.

